

PREFET DE LA SAVOIE

Direction départementale  
de la cohésion sociale et de la  
protection des populations

Service protection et santé animales  
et installations classées pour la  
protection de l'environnement

**ARRETÉ PRÉFECTORAL**  
**portant mise en demeure**

**Société RES**  
**Commune de Grésin**

**LE PRÉFET DE LA SAVOIE,**  
*Chevalier de l'Ordre National du Mérite*

VU le Code de l'Environnement livre V titre Ier et notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux prescriptions applicables aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, et notamment son article 9 ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 juin 2001, modifié par l'arrêté préfectoral du 8 mars 2010, autorisant la société RES à exploiter une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Grésin ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2009 délivré à la société RES, relatif à la recherche de substances dangereuses dans l'eau, et notamment son article 4.2 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 5 septembre 2014, faisant suite à la visite d'inspection menée le 11 juin 2014 et transmis à l'exploitant, dans le cadre de la procédure contradictoire par courrier du 20 octobre 2014 ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**CONSIDERANT** que lors de la visite d'inspection en date du 11 juin 2014, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- l'exploitant n'a toujours pas réalisé son étude technico-économique, qu'il aurait dû faire dans un délai de 18 mois à compter du 18 novembre 2009, soit mai 2011 ;
- l'exploitant n'a pas réalisé d'étude permettant de déterminer le volume du bassin de confinement des eaux d'extinction du site en cas d'accident ou d'incendie.

**CONSIDERANT** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles :

- 4.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 novembre 2009 susvisé ;
- 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 susvisé ;

**CONSIDERANT** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société RES de respecter les prescriptions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## ARRETE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société RES exploitant une installation de traitement de surface sise ZI Les usines sur le territoire de la commune de Grésin est mise en demeure de respecter :

- les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2009 relatif à la recherche des substances dangereuses dans l'eau en réalisant et remettant une étude technico-économique dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, en mettant en place le bassin de confinement dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

### Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 :

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée que devant le tribunal administratif de Grenoble dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

### Article 4 :

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à madame le Maire d'Aime.

Chambéry, le **05 FEV, 2015**

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire général

François-Claude PLAISANT